

JUILLET - AOUT
2018 n°274

SOMMAIRE

Pages 1 et 2 :

**Assurance vie :
ne négligez pas la
clause bénéficiaire**

Page 3 :

**Niveau de vie et
espérance de vie à
un âge donné**

Page 4 :

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

ASSURANCE VIE : NE NEGLIGEZ PAS LA CLAUSE BENEFICIAIRE

La plupart du temps, la souscription d'un contrat d'assurance vie est envisagée comme une simple opération d'épargne au même titre qu'un livret bancaire ou un compte-titres. Dans les faits, l'épargnant préfère recourir à l'assurance vie en raison de sa grande souplesse et de sa faculté à satisfaire une multitude d'objectifs, et ce, dans un cadre fiscal privilégié. Rappelons que l'assurance vie permet de répondre à des objectifs divers et variés tels que : valoriser un capital, disposer d'un complément de revenus immédiat ou différé au moment de la retraite, financer les études des enfants, garantir un emprunt, constituer une épargne de précaution, transmettre un capital à ses héritiers...

Néanmoins, l'assurance vie ne se limite pas à une simple enveloppe fiscale au sein de laquelle l'épargnant peut gérer librement son épargne en fonction d'un profil de risque préalablement défini. En effet, **l'assurance vie est un véritable outil de gestion de patrimoine qui met en relation un souscripteur, un assuré et un bénéficiaire**. Autrement dit, méconnaître son fonctionnement peut être synonyme de déconvenue.

La désignation du bénéficiaire est l'élément central du contrat d'assurance vie en vue d'assurer la transmission des capitaux dans un cadre fiscal avantageux.

Sur le plan fiscal, **les primes versées après le 70^{ième} anniversaire de l'assuré** sur les contrats souscrits après le 20 novembre 1991 **sont soumises aux droits de succession pour la fraction qui excède 30 500 €**. **Les plus-values générées par le contrat se trouvent être exonérées de droits de succession**. Par exemple, pour un contrat d'une valeur de 300 000 € alimenté par un versement unique de 200 000 € émanant d'un souscripteur âgé de plus de 70 ans, la taxation ne portera que sur 169 500 € puisque 130 500 € se trouvent être exonérés (100 000 € de plus-values + 30 500 € d'abattement).

Les versements réalisés après le 13 octobre 1998 par des souscripteurs de moins de 70 ans supportent **un prélèvement à la source spécifique de 20 % ou 31,25 % au-delà d'un abattement de 152 500 € par bénéficiaire**. Pour mémoire, compte tenu de l'existence de cet abattement, il en découle qu'un couple avec trois enfants peut transmettre en franchise de droit un capital total de 915 000 € (152 500 € X 3 enfants X 2 parents). Le taux de 20 % est applicable jusqu'à 700 000 € par bénéficiaire et le taux de 31,25 % s'applique au-delà.

Faute de prêter une importance suffisante à la clause bénéficiaire, les épargnants optent, dans leur immense majorité, pour la clause type qui est loin d'être optimale dans toutes les situations. Pour mémoire, sa rédaction est la suivante : « le conjoint ou le partenaire de pacs de l'assuré à défaut les enfants de l'assuré nés ou à naître vivants ou représentés par parts égales entre eux, à défaut les héritiers de l'assuré ».

Cette clause type prévoit un versement des capitaux entre les mains du conjoint ou du partenaire de PACS. En l'absence de conjoint ou de partenaire de PACS, les capitaux seront alors versés aux enfants.

Le bénéficiaire d'un contrat peut renoncer au bénéfice et, dans ce cas, les capitaux seront transmis aux bénéficiaires du second rang. Sauf à avoir été spécifiquement prévue dans la clause bénéficiaire, la renonciation ne peut porter que sur l'ensemble du contrat. Il en résulte que le conjoint peut soit décider d'accepter la totalité du contrat, soit le refuser dans son intégralité. En cas de refus, les capitaux seront alors versés aux enfants par parts égales entre eux en tant que bénéficiaires de second rang. Cette faculté de renonciation permet au conjoint de favoriser la transmission des capitaux à ses enfants. **La renonciation est à privilégier sur des contrats totalement exonérés**, c'est-à-dire ceux dont les primes ont été versées avant le 13 octobre 1998 et avant 70 ans. En effet, **dans ce cas, les capitaux transmis aux enfants ne sont pas concernés par l'abattement de 152 500 € et ne sont pas soumis au prélèvement spécifique de 20 % ou 31,25 %.**

Le souscripteur peut désigner un bénéficiaire soit pour la pleine propriété, soit uniquement pour l'usufruit ou la nue-propriété. Ces situations de démembrement de la clause bénéficiaire vont permettre de désigner un tiers qui jouira de l'usufruit du contrat pendant une période fixe ou viagère et une autre personne qui recueillera la nue-propriété. A la suite de l'extinction de l'usufruit (au terme prévu dans le cas d'un usufruit fixe ou au décès de l'usufruitier dans le cas d'un usufruit viager), le nu-propiétaire récupérera sans frais la pleine propriété. Il est à souligner que, sauf stipulation contraire, en vertu de la **notion de quasi-usufruit, l'assureur va verser les capitaux entre les mains du seul bénéficiaire usufruitier comme s'il disposait de la pleine propriété.**

Si l'objectif recherché est d'assurer, à moindre coût, la transmission des capitaux à ses enfants tout en assurant la protection du conjoint survivant, la meilleure solution consiste à souscrire un contrat d'assurance vie et de prévoir une clause bénéficiaire démembrée. Ce faisant, au décès de l'assuré, l'assureur versera le capital entre les mains du conjoint en sa qualité d'usufruitier qui pourra alors en disposer librement d'où une protection totale. Au décès du conjoint, les enfants nus-propiétaires récupéreront un capital équivalent à celui initialement versé au conjoint au titre de leur créance de restitution et ce, en l'absence de tous frais et droits. **Cette formule offre donc une protection totale pour l'usufruitier puisqu'il percevra la totalité des capitaux en compte sur le contrat et pourra les réinvestir dans le bien de son choix.** L'usufruitier sera alors le seul propriétaire du bien objet du réinvestissement de sorte qu'il **ne devra rendre aucun compte aux nus-propiétaires.**

Sur le plan fiscal, lors du décès, l'abattement de 152 500 € sera partagé entre l'usufruitier et le nu-propiétaire au prorata des droits de chacun. Par exemple, pour un capital de 1 000 000 € réparti entre un usufruitier de 72 ans et deux nus-propiétaires, l'usufruitier bénéficiera d'un abattement de 45 750 €, calculé comme suit : 152 500 € X 30 %. Pour information, le chiffre de 30 % correspond à la valeur fiscale de l'usufruit d'une personne dont l'âge est compris entre 71 ans et 80 ans. La quote-part taxable pour le conjoint se monte à 104 250 € (30 % de 500 000 € - 45 750 €). Toutefois, compte tenu de l'absence de droits de succession entre conjoint, cette somme ne sera pas imposée. La quote-part imposable de chaque nu-propiétaire se montera à 243 250 € (70 % de 500 000 € - 106 750 € au titre de l'abattement) d'où un prélèvement de 48 650 € (243 250 € taxés à 20 %). Compte tenu de l'existence de deux nus-propiétaires, la taxation globale se monte à 97 300 €. De ce fait, l'assureur versera à l'usufruitier une somme globale de 902 700 € (1 000 000 € - 97 300 €).

Dans tous les cas de figure, prévoir un démembrement de la clause bénéficiaire permet de minorer les droits puisque la part de l'usufruit revenant au conjoint qui est, par nature, exonérée de droits, sera restituée sans droits aux enfants après le décès de l'usufruitier. Afin de bien mesurer les effets, prenons l'exemple d'un contrat d'une valeur fixée à 500 000 € au jour du décès de Monsieur DUPONT. En cas de clause bénéficiaire type, Madame DUPONT percevrait les capitaux dans son ensemble sans droits. Si elle les replaçait en assurance vie avant son 70ème anniversaire, ses enfants récupéreront les capitaux à son décès, soit 500 000 € en supposant une absence de revalorisation. De ce fait, chaque enfant percevrait 250 000 €. Sur le plan fiscal, en raison de l'application de l'abattement de 152 500 €, la taxation se monterait à 19 500 € (20 % X 97 500 €). Au global, les droits auraient donc été de 39 000 €. Si Monsieur DUPONT avait opté pour un démembrement de la clause bénéficiaire, en raison de l'âge de Madame DUPONT (66 ans), la valeur fiscale de l'usufruit ressortirait à 40 %. Les droits se seraient donc élevés à 23 400 €, soit une économie de 40 % par rapport au premier cas. Il est à souligner que ce gain va diminuer en fonction de l'âge de l'usufruitier puisqu'il sera de 30 % pour un usufruitier âgé de 71 ans à 80 ans, 20 % pour un usufruitier âgé de 81 ans à 90 ans et 10 % pour un usufruitier âgé de plus de 91 ans.

En résumé, la clause type est adaptée dans des situations simples où l'objectif premier est de protéger le conjoint survivant puisqu'il est le seul bénéficiaire. Certes, celui-ci conserve la faculté de renoncer à des contrats pour assurer la transmission aux enfants. La renonciation ne pouvant être partielle puisque non prévue dans la rédaction de la clause type, il est alors préférable que le conjoint soit bénéficiaire de plusieurs contrats.

Le démembrement de la clause est particulièrement recommandé dès lors que la volonté de préserver les intérêts du conjoint survivant se couple avec le souhait de transmettre aux enfants.

Dans la plupart des cas, les épargnants éprouvent beaucoup de difficultés à se projeter dans le temps et, par conséquent, ne sont pas en mesure d'adapter la clause bénéficiaire à leur situation future. Toutefois, étant donné qu'il est possible de modifier les clauses à tout moment, cela n'est pas réellement problématique à la condition de ne pas oublier de faire un point régulier. Une autre solution consiste à **opter pour une clause bénéficiaire à option qui offre une transmission sur mesure. En fonction des choix opérés, les bénéficiaires auront toute faculté pour agir au mieux de leurs intérêts familiaux et fiscaux en disposant d'une totale liberté pour prendre tout ou partie des capitaux soit en pleine propriété soit en usufruit.** Vous trouverez notre clause spécifique sur notre site internet à l'adresse suivante : <https://www.magellanconseil.fr/infos-patrimoniales/la-clause-beneficiaire-a-option>

NIVEAU DE VIE ET ESPERANCE DE VIE A UN AGE DONNE

L'espérance de vie est une variable pertinente dans la gestion patrimoniale qui permet notamment d'estimer les ressources nécessaires en vue de faire face aux dépenses jusqu'à la fin de ses jours et éviter ainsi une transmission trop rapide de ses avoirs aux enfants. En règle générale, les épargnants ont tendance à se baser sur l'espérance de vie à la naissance. Or cette mesure n'est pas réellement appropriée dans la mesure où elle sous-évalue nettement la durée de vie puisque près de 65 % des hommes et des femmes dépassent leur espérance de vie à la naissance. Il est donc préférable de travailler sur l'espérance de vie à un âge donné. Pour plus de détails, nous vous renvoyons à notre lettre N°234 de décembre 2014.

L'INSEE vient de publier de nouvelles tables **d'espérance de vie à un âge donné, plus adaptées car elles intègrent la notion de niveau de vie**. Ces travaux permettent de constater que **les plus riches ont une espérance de vie pouvant être 13 ans supérieure à celle des moins aisés**. Ainsi, parmi la catégorie des hommes les moins aisés, seule la moitié demeure encore en vie à l'âge de 75 ans alors que, parmi la catégorie des plus aisés, la moitié se trouve être encore en vie à 88 ans. Pour rappel, sans opérer de distinction en fonction des revenus, l'âge médian pour les hommes est fixé à 83 ans.

Vous trouverez sur notre site (<https://www.magellanconseil.fr/infos-patrimoniales/esperance-de-vie>) les tableaux de l'INSEE dans leur version originale. Ces derniers demeurent toutefois difficilement compréhensibles puisqu'ils font référence à un revenu fonction du nombre d'unités de consommation. Ces dernières varient selon la taille du ménage et l'âge des enfants et présentent l'inconvénient de ne pas être libellées en euros. De ce fait, nous avons retranscrit dans les tableaux ci-dessous la situation d'un couple sans enfant selon différents niveaux de revenus annuels. Ces tableaux englobent les revenus d'activités nets de cotisations sociales, les revenus du patrimoine et les prestations sociales avant paiement de l'impôt sur le revenu.

<i>Espérance de vie des hommes en fonction des revenus annuels (couple sans enfant)</i>										
Âge	8 400 €		28 000 €		37 800 €		59 500 €		104 000 €	
	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie
40	96%	33,8 ans	98%	40,3 ans	98%	42,4 ans	99%	44,6 ans	99%	45,3 ans
45	93%	29,5 ans	97%	35,6 ans	98%	37,6 ans	98%	39,7 ans	98%	40,4 ans
50	90%	25,5 ans	96%	31 ans	97%	32,9 ans	98%	35 ans	98%	35,6 ans
55	85%	21,9 ans	94%	26,6 ans	96%	28,3 ans	97%	30,3 ans	97%	30,9 ans
60	78%	18,7 ans	91%	22,4 ans	94%	23,9 ans	95%	25,7 ans	96%	26,3 ans
65	69%	15,8 ans	86%	18,5 ans	90%	19,7 ans	93%	21,3 ans	94%	21,8 ans
70	60%	13 ans	80%	14,9 ans	86%	15,7 ans	89%	17 ans	90%	17,5 ans
75	50%	10,2 ans	71%	11,4 ans	78%	11,9 ans	84%	13 ans	85%	13,5 ans
80	39%	7,6 ans	59%	8,3 ans	67%	8,6 ans	74%	9,4 ans	76%	9,8 ans
85	26%	5,3 ans	43%	5,7 ans	50%	5,8 ans	58%	6,4 ans	61%	6,7 ans
90	13%	3,4 ans	24%	3,7 ans	28%	3,7 ans	36%	4,1 ans	39%	4,3 ans

<i>Espérance de vie des femmes en fonction des revenus annuels (couple sans enfant)</i>										
Âge	8 400 €		28 000 €		37 800 €		59 500 €		104 000 €	
	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie	% de survivants	Espérance de vie
40	98%	41,3 ans	99%	46,4 ans	99%	47,5 ans	99%	48,6 ans	99%	49 ans
45	97%	36,7 ans	99%	41,5 ans	99%	42,6 ans	99%	43,7 ans	99%	44,1 ans
50	95%	32,4 ans	98%	36,8 ans	98%	37,8 ans	98%	38,9 ans	98%	39,2 ans
55	92%	28,3 ans	97%	32,1 ans	98%	33 ans	98%	34,1 ans	98%	34,4 ans
60	89%	24,3 ans	96%	27,6 ans	97%	28,4 ans	97%	29,3 ans	97%	29,7 ans
65	84%	20,4 ans	93%	23,1 ans	95%	23,8 ans	96%	24,7 ans	96%	25 ans
70	79%	16,7 ans	90%	18,9 ans	93%	19,4 ans	94%	20,2 ans	94%	20,5 ans
75	72%	13 ans	86%	14,7 ans	89%	15,1 ans	91%	15,8 ans	91%	16,1 ans
80	63%	9,6 ans	79%	10,8 ans	82%	11,1 ans	85%	11,7 ans	86%	11,9 ans
85	50%	6,7 ans	66%	7,4 ans	70%	7,7 ans	74%	8,1 ans	75%	8,3 ans
90	31%	4,4 ans	46%	4,8 ans	49%	5 ans	54%	5,3 ans	56%	5,4 ans

L'INSEE a également intégré dans l'une de ses études le lieu de résidence. Il ressort que la région des Hauts de France est la plus mal classée avec un risque de décès supérieur de 14 % suivie par la Normandie avec un risque de décès supérieur de 11 %. L'Occitanie et les pays de la Loire figurent en tête de ce palmarès avec un risque de décès moindre de 6 % et 5 % par rapport à la moyenne.

Il est à noter que l'influence du niveau de vie est nettement plus forte en termes de risque de décès que celui du lieu de résidence. A en croire les statistiques, qui veut vivre longtemps doit être riche et résider en Occitanie !

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 29 juin 2018

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 323,53	-1,39%	0,21%	11,13%	42,38%
PARIS (CAC Mid&Small)	14 174,44	-1,37%	-1,95%	32,46%	95,34%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 195,98	-1,47%	0,27%	13,58%	48,83%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 395,60	-0,32%	-3,09%	-0,84%	30,47%
NEW YORK (Dow Jones)	24 271,41	-0,59%	-1,81%	37,75%	62,79%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	7 510,30	0,92%	8,79%	50,60%	120,68%
FRANCFORT (Dax Xetra)	12 306,00	-2,37%	-4,73%	12,44%	54,61%
LONDRES (FTSE 100)	7 636,93	-0,54%	-0,66%	17,11%	22,87%
TOKYO (Nikkei 225)	22 304,51	0,46%	-2,02%	10,22%	63,08%
MONDE (Msci World) en Euros	185,91	-0,72%	1,28%	13,84%	58,07%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,44%	-0,56%	-0,16%	0,66%	1,19%
ETATS-UNIS	1,93%	2,54%	2,73%	2,87%	2,95%
ROYAUME-UNI	0,47%	0,71%	0,99%	1,27%	1,73%
JAPON	-0,08%	-0,13%	-0,12%	0,06%	0,47%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 510 €	-3,60%	-0,69%	2,98%	18,39%
NAPOLEON	202,90 €	-3,24%	-1,93%	2,53%	15,88%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1683	0,21%	-2,80%	4,42%	-10,68%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8845	0,92%	-0,51%	24,72%	3,18%
EURO / 100 YENS	¥ 129,33	2,29%	-4,47%	-4,93%	-0,05%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1570	0,65%	-1,18%	10,97%	-6,22%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 29 juin 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 310,25 milliards d'euros au 1er trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2017	59,3 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 255,3 milliards d'euros soit 97,60 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 1er trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,50 % en avril 2018
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,90 % en mai 2018
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 2,00 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,20 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,05 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,20 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)